Les migrants européens vieillissants dans les rues de Strasbourg

Laureline Coulomb

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3076>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3076

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2015

Pagination : 69-77

ISBN : 978-2-919040-30-8

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Laureline Coulomb, « Les migrants européens vieillissants dans les rues de Strasbourg », *Hommes & migrations* [En ligne], 1309 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3076> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.3076

LES MIGRANTS EUROPÉENS VIEILLISSANTS DANS LES RUES DE STRASBOURG

par LAURELINE COULOMB, doctorante en sociologie, laboratoire Dynamiques européennes (UMR 7367), université de Strasbourg.

À Strasbourg, une centaine de personnes vieillissantes originaires de l'Union européenne vivent dans la rue. Elles ont derrière elles un long parcours d'errance et de ruptures, professionnelles et familiales. Elles n'ont pas de droits en France et sont dans l'impossibilité de retourner dans leur pays d'origine, ce qui les contraint à vieillir dehors. Rendues invisibles pour l'administration, peu d'entre elles disposent d'un accès effectif aux soins. Or leurs conditions de vie entraînent un vieillissement précoce.

L'ouverture des frontières au sein de l'Union européenne et la libre circulation des résidents européens se sont accompagnées de nouveaux espoirs pour une partie d'entre eux. Un nouveau champ des possibles apparaît et de nombreux migrants ont saisi cette occasion en espérant trouver de meilleures conditions de vie et de travail dans un autre pays européen. Cependant, la réalité de la migration intereuropéenne est souvent moins empreinte d'optimisme que de désillusions, et de nombreuses personnes se retrouvent dans une situation complexe correspondant à des entre-deux : entre deux pays, entre deux cultures, entre intégration et marginalité, entre situation régulière et clandestinité... De par sa situation frontalière, la ville de Strasbourg

accueille chaque jour de nouveaux migrants. Les motifs de leur migration sont aussi nombreux que leurs origines. Mais, si certains réussissent à trouver un emploi et un logement stables en France, d'autres se retrouvent confrontés à de lourdes difficultés d'insertion.

Les migrants ressortissants de l'Union européenne sont tolérés sur le territoire français sans formalités particulières, ce qui les distingue des migrants extracommunautaires qui doivent obtenir un visa, un titre de séjour, ou faire l'expérience de la clandestinité. Cependant, au-delà de trois mois de présence sur le territoire, les migrants européens doivent disposer de revenus au moins égaux au revenu de solidarité active (RSA) pour pouvoir

rester en France. Seulement, les conditions économiques actuelles rendent périlleuse l'intégration professionnelle de nombreux migrants non – ou peu – qualifiés. De surcroît, pour avoir accès à des droits sociaux, ils sont dans l'obligation de travailler ou d'avoir travaillé en France, or ce n'est pas le cas de la plupart d'entre eux. Leur situation hors droit commun les différencie des Français vivant dans la rue, qui peuvent bénéficier, au moins théoriquement, de l'aide sociale et des minima sociaux.

Il leur est très difficile d'élaborer en France ce que Robert Castel appelle des *“protections sociales rapprochées”*, c'est-à-dire qu'ils n'accèdent pas à la propriété et n'établissent pas de relations sociales de proximité qui pourraient les protéger en cas de coup dur en leur apportant l'aide dont ils auraient besoin pour surmonter leurs difficultés. Patrick Cingolani rappelle : *“Sans doute à un moment de leur*

vie, ces hommes et ces femmes ont-ils connu un peu l'aisance, des lendemains dont on avait peu à craindre. Une certaine assurance dans ce destin d'aléas et de précarité. Mais ils n'ont jamais fait l'expérience du luxe, de cette distance indifférente oublieuse de la nécessité. Après tout, jamais leur salaire ne leur

*a permis de ne pas compter”*². Leur vulnérabilité reste prégnante tout au long de leur parcours et ils ne s'éloignent jamais vraiment de la précarité.

On trouve, dans les rues de Strasbourg, certains de ces migrants, pour qui l'intégration économique et sociale s'est révélée être un échec. Pour des raisons matérielles, politiques ou personnelles, ils n'envisagent pas le retour dans leur pays d'origine et se retrouvent contraints de vieillir à la rue, sans aucun droit en France et sans pouvoir s'inscrire dans une démarche sereine d'insertion sociale. Ils ne peuvent bénéficier que de l'aide médicale d'État (AME) et y accéder représente déjà une démarche administrative lourde. Comme l'explique Antoine

Math : *“Dans certaines caisses, pour bénéficier de l'AME, il est également demandé aux RC (ressortissants communautaires) de prouver qu'ils ne bénéficient pas d'une couverture médicale dans leur pays, ce qu'on ne leur demandait pas, s'agissant des Roumains et des Bulgares, avant que leur pays entre dans l'UE en 2007, ce qu'on ne demande toujours pas aux ressortissants non communautaires... Désormais exclus de la couverture maladie universelle (CMU), les RC se voient donc plus mal traités que des sans-papiers non européens en matière d'accès à l'AME”*³. La caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) du Bas-Rhin fait partie de ces caisses et de nombreuses demandes d'AME sont abandonnées car les personnes n'arrivent pas à se procurer de preuve de non-affiliation à la Sécurité sociale de leur pays d'origine, ni de leur présence en France au cours des trois derniers mois.

L'état de santé de ces migrants européens vieillissants à la rue est généralement très dégradé et leurs conditions de vie extrêmement difficiles les amènent à un vieillissement précoce. Ils n'entretiennent que peu de relations sociales, généralement avec des travailleurs sociaux qui sont rapidement démunis lorsqu'ils cherchent à leur apporter de l'aide. Dans la plupart des cas, ils ne sont pas francophones, ce qui accentue encore leurs difficultés d'insertion.

Méthodes utilisées

Cet article se fonde sur un travail de terrain mené dans le cadre de notre recherche doctorale. Des observations ont été conduites dans différentes structures strasbourgeoises qui prennent en charge et accueillent ces individus, ainsi que dans la rue au cours de maraudes nocturnes organisées par une organisation non gouvernementale. Des entretiens semi-directifs formels et des discussions informelles permettent de compléter ces observations.

L'état de santé de ces migrants
européens vieillissants
à la rue est généralement très
dégradé et leurs conditions
de vie extrêmement
difficiles les amènent
à un vieillissement précoce.

1. Robert Castel, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil, 2003. 2. Patrick Cingolani, "Immigrés : l'invisible humilité", in Arlette Farge et al., *Sans visages. L'impossible regard sur le pauvre*, Paris, Bayard, 2004. 3. Antoine Math, "Droit à la santé des ressortissants communautaires vivant en France", in *Hommes & Migrations*, n° 1282, 2009, p. 133.

Mohamed Amrouni (premier plan) et Saïd Allouche lors d'une réunion d'information organisée par l'association La Commune libre d'Aligre. Chacun fait part de ses besoins en meubles et en électroménager pour leur nouveau logement, 31 mars 2015 © CAMILLE MILLERAND

Pour tenter de dépeindre la réalité des situations que rencontrent les migrants européens vieillissants à la rue, nous utilisons la méthode de l'idéal-type weberien afin de présenter trois types de parcours que nous avons pu observer sur le terrain. Des éléments de récits de vie de plusieurs individus ont été regroupés et condensés afin de créer trois idéaux-types qui n'existent pas tels quels dans la réalité sociale, comme le précise Weber : *“Si l'on veut penser quelque chose d'univoque, la sociologie est obligée d'élaborer de son côté des types (idéaux) purs de chacune de ces sortes de structures qui révèlent alors chacune pour soi l'unité cohérente d'une adéquation significative aussi complète que possible, mais qui, pour cette raison, ne se présentent peut-être pas*

d'avantage dans la réalité sous cette forme pure, absolument idéale, qu'une réaction physique que l'on considère sous l'hypothèse d'un espace absolument vide⁴.” Cette méthode nous permet de reconstruire trois types de parcours de vie que nous présentons sous forme de récits fictionnels. Le premier de ces récits est celui de Luis. Sa trajectoire illustre une première réalité, celle des migrants qui ont vécu et travaillé en France toute leur vie ou presque, mais qui ne sont jamais vraiment sortis de la précarité et se retrouvent dans une situation extrêmement vulnérable une fois l'heure de la retraite ou du chômage venue. Le deuxième idéal-type présenté est celui d'Ewa. Son parcours, pétri de ruptures, correspond à celui de nombreux migrants qui ont choisi de quitter leur pays d'origine en quête d'une vie meilleure dans un ailleurs qu'ils n'ont jamais trouvé et qui, au fur et à mesure, se sont ancrés dans la précarité au point de ne plus pouvoir entrevoir de porte de sortie. Le troisième récit fictionnel mobi-

lisé est celui de Ion, venu chercher une aide judiciaire et une reconnaissance administrative auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) située à Strasbourg.

La vulnérabilité au long cours : le parcours de Luis

Luis, originaire d'Europe méditerranéenne, a grandi dans un milieu ouvrier. Il a décidé d'émigrer en France dès sa majorité car il n'avait que peu d'attaches dans son pays d'origine. Il imaginait la France comme une sorte d'Eldorado aux conditions de vie et de travail alléchantes. Il a très vite trouvé un emploi. Il a travaillé toute sa vie et s'est marié en France.

Au cours de ces années, il n'a pas tissé de relations rapprochées avec d'autres personnes que sa femme et ils n'ont pas eu d'enfant. Grâce au salaire de Luis,

4. Max Weber, *Économie et société*, Paris, Plon, 1995, p. 49.

Saïd Allouche et Layachi Ait-Baaziz dans leur chambre d'hôtel située au 73, rue du Faubourg-Saint-Antoine en instance d'expulsion, 27 août 2014 © JEAN-MICHEL SICOT

ils ont mené une vie simple dans un petit appartement HLM. Il n'a jamais cherché à obtenir la naturalisation française, sa carte de résident lui suffisait. Si son parcours d'insertion semble réussi, la précarité n'a jamais vraiment été tenue à distance, tant au niveau matériel que relationnel. Et, lorsque est arrivée l'heure de la retraite, les revenus du couple ont diminué sensiblement, alors que tous deux commençaient à présenter des problèmes de santé liés à l'âge.

La modestie de leurs revenus, leur isolement social ainsi que leurs difficultés de santé les amènent à cesser progressivement de payer factures et loyer ; ils sont finalement expulsés de leur logement.

Luis est alors hébergé dans le cadre du 115 qui lui accorde des nuitées en hébergement d'urgence et sa femme est prise en charge par l'hôpital, où elle décède quelque temps plus tard. L'état de santé de Luis se dégrade rapidement et, malgré la mobilisation de plusieurs travailleurs sociaux, aucune place ne lui est proposée en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), notamment à cause de la faiblesse de ses revenus et de son isolement social⁵.

Il est alors ballotté de structure sociale en service hospitalier, aucune solution d'hébergement pérenne ne pouvant lui être proposée. Bien qu'il garde une nostalgie et un attachement importants

5. Agnès Camus, Nicolas Dodier, "L'admission des malades. Histoire et pragmatique de l'accueil à l'hôpital", in *Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol. 52, n° 4, 1997.

pour son pays d'origine, il n'y a plus ni famille, ni relations, et un retour ne lui permettrait pas d'accéder à de meilleures conditions de subsistance. Il vieillit donc dans la rue à défaut d'une autre solution. Des trois types de parcours présentés, Luis est le seul à pouvoir bénéficier de l'aide sociale de droit commun et à avoir des revenus (une pension de retraite).

L'errance spatiale et identitaire : le parcours d'Ewa

Ewa est native d'Europe septentrionale. Comme Luis, elle décide de quitter son pays très jeune dans l'espoir de trouver une vie plus agréable ailleurs. Elle est originaire d'un milieu très modeste où elle a subi de nombreuses violences auxquelles l'émigration lui a permis d'échapper. Elle voyage dans différents pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, où elle survit de petits boulots pendant un temps, sans trouver de poste stable, ni de lieu où elle voudrait rester. L'errance couplée à ses problèmes d'addiction l'éloignent peu à peu de l'emploi et la poussent vers des activités illégales telles que la prostitution. Son parcours est ponctué de ruptures et de difficultés sociales qu'elle a de plus en plus de mal à affronter, car elle est de jour en jour plus fragile.

Il y a une dizaine d'années, elle arrive à Strasbourg, presque par hasard, en suivant les conseils de camarades de galère auprès desquels la ville et ses dispositifs d'aide aux plus démunis ont bonne réputation. Sa santé étant déjà très détériorée, elle n'est plus en état de travailler. Ewa continue alors son parcours d'errance et de ruptures en entretenant quelques relations avec des travailleurs sociaux bienveillants mais démunis. En effet, sa situation administrative lui interdit l'accès à la plupart des structures et dispositifs sociaux. Elle se retrouve de la sorte enfermée dans la rue, dans l'incapacité de retourner dans son pays, par manque d'argent mais aussi par choix personnel. Elle sait qu'elle n'y trouvera pas de conditions de vie plus favorables, elle ne

pourra y bénéficier d'aucun soutien familial ou amical ni d'aide sociale.

Elle s'entoure d'hommes qui la protègent en même temps qu'ils brident sa liberté d'action et d'expression⁶. Son quotidien semble enfermé dans une routine où la manche et la consommation d'alcool occupent une place prépondérante et ne lui laissent que peu de perspectives d'avenir.

En quête de justice : le parcours de Ion

Ion est originaire d'Europe de l'Est et a fui son pays après y avoir subi des persécutions de la part de la classe politique, qu'il dit rongée par la corruption : sa maison a été brûlée et le coin de terre arable qu'il entretenait pour survivre lui a été confisqué sans qu'il en connaisse la raison. Il essaye dans un premier temps d'obtenir réparation pour les pertes qu'il a subies injustement. Il raconte que la justice est du côté du gouvernement et ne l'a pas soutenu, que la police et les différentes

instances gouvernementales l'ont persécuté. Se sentant menacé, il est contraint d'émigrer. Il commence un parcours d'errance en Europe, ne restant jamais que quelques mois au même endroit, rarement plus d'une année. Selon lui, les polices nationales se transmettent les informations à son sujet et il est poursuivi où qu'il soit. C'est pourquoi il décide de se rendre à Strasbourg afin de présenter son cas devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et espère être dédommagé pour pouvoir retourner à la vie tranquille qu'il menait dans son pays.

Il installe sa tente devant la CEDH et entame plusieurs grèves de la faim successives dans l'espoir d'interpeller les autorités compétentes sur sa situation. Cependant, ses tentatives passent inaperçues, d'autant plus que les tentes et abris de fortune se

La modestie de leurs revenus, leur isolement social ainsi que leurs difficultés de santé les amènent à cesser progressivement de payer factures et loyer ; ils sont finalement expulsés de leur logement.

6. Pascale Pichon, *Vivre dans la rue : sociologie des sans-domicile fixe*, Saint-Étienne, Publications de l'université de Saint-Étienne, 2010, pp.22-23.

multiplient au pied des institutions européennes, au point de former un véritable campement. Son discours et son acharnement le font passer pour un fou, un paranoïaque qui se sentirait persécuté à tort. Sans expertise psychiatrique, il est impossible de discerner ce qui appartient au registre des

Cette invisibilité administrative va de pair avec une invisibilité physique.

faits et ce qui serait du ressort de la folie. Il n'a aucun droit social en France et subsiste grâce à l'aide sporadique des associations. Il n'y a recours qu'en de très rares circonstances car il estime qu'elles

appartiennent également à des réseaux gouvernementaux corrompus. À chaque rencontre, il raconte son parcours, son histoire, comme une ritournelle apprise par cœur. Il se considère apatride et ne comprend pas l'injustice de la CEDH qui refuse de lui accorder son soutien. Il a désormais passé la majorité de sa vie hors de son pays natal, en quête de justice. Au-delà de ses problèmes politiques, il n'a pas entretenu de relations avec les membres de sa famille et ses amis depuis qu'il a quitté son pays. Comme il n'y a plus aucun bien, il n'envisage pas le retour. Il concentre ses activités sur la collecte de preuves des préjudices qu'il a subis.

Des hommes invisibles

Ces migrants sont dans un entre-deux administratif : leur présence sur le territoire français est tolérée pendant trois mois tant qu'ils ne troublent pas l'ordre public et ne représentent pas une charge pour l'État⁷ ; mais ils n'ont aucun droit et sont laissés à la marge la plus extrême de la société française. De plus, l'absence de contrôle aux frontières des pays membres de l'espace Schengen entraîne l'impossibilité de prouver par un document officiel la durée de la présence de ces ressortissants communautaires sur le territoire français. Leur situation hors du droit commun les rend invisibles aux yeux des différents organismes et institutions. Ces derniers n'ont pas même conscience de leur

existence ou pensent qu'il ne s'agit que de cas très isolés. La plupart du temps, ils ne contactent plus le 115, lassés d'avoir appelé en vain des dizaines de fois ou de n'obtenir qu'une nuitée de temps à autre : ils disparaissent ainsi également des comptabilisations des demandes d'hébergement.

Cette invisibilité administrative va de pair avec une invisibilité physique. En effet, ces migrants européens vivent seuls ou en groupes restreints dans la rue et leur présence est rendue imperceptible à l'échelle de la ville. La plupart d'entre eux ont investi un petit espace au sein du centre-ville ou plus en retrait dans la banlieue. Ils y passent une partie de la journée et y dorment chaque soir, ce qui permet aux travailleurs sociaux et aux bénévoles de différentes associations de les retrouver. Mais leur dispersion à l'intérieur même de la ville accentue leur invisibilité physique. Le promeneur attentif ne voit que des individus isolés ou de très petits groupes et il est difficile de se rendre compte de leur existence en tant qu'ensemble de personnes dont les parcours et la situation sociale sont similaires. Même le campement devant la CEDH est relativement discret, placé à l'extérieur du centre-ville, bien à l'écart des regards des badauds, et l'évaluation précise du nombre de personnes qui y sont effectivement installées se révèle délicate.

Stratégies de survie et maintien de soi

Les conditions de vie auxquelles sont contraints les migrants européens vivant dans les rues de Strasbourg les amènent à développer des stratégies de l'ordre de la survie. Ils n'ont d'autres ressources que celles qu'ils trouvent dans la rue : ils utilisent la mendicité et la récupération d'objets ou de denrées pour subsister. Certaines associations leur apportent une aide alimentaire ou sanitaire, mais ces aides restent sporadiques et sont insuffisantes pour leur assurer une existence sereine. Ils

7. Selon les formules utilisées sur le site www.service-public.fr, sur la page relative aux droits des Européens en France.

aménagent des lieux de vie afin de recréer un semblant de chez-soi : *“Il s’agit de se maintenir comme être humain dans l’espace public, avec son lieu à soi, sa sphère intime qui est alors ‘investie et visible’.* (...) *Cet investissement subjectif des lieux permet de développer des attaches affectives avec des espaces (une allée, un pont, etc.), ce qui aboutit à une forme de privatisation de l’espace public où l’on s’aménage un espace domestique qui peut être visible ou caché, selon des stratégies visant à prévenir les agressions et le vol⁸.”*

Leur perception du temps semble engluée dans un présent perpétuel, leur situation administrative et socio-économique entravant leurs possibilités de se projeter à long terme. Que leur parcours soit plus proche de celui de Luis, d’Ewa ou de Ion, ces individus parlent du passé comme d’une réalité si lointaine qu’on pourrait se demander s’il s’agit de souvenirs ou de fantasmes. Ils ne peuvent que maîtriser leur quotidien, qu’ils organisent souvent de manière très ritualisée afin de garder une emprise sur leur vie et d’avoir des repères sécurisants. Ainsi, ils font généralement la manche à la même heure et au même endroit chaque jour, ils fréquentent les associations et lieux d’accueil aux mêmes moments et ils dorment dans les mêmes coins.

La dureté de leurs conditions de vie provoque la rudesse de certains de leurs comportements. Il est certes possible d’observer des situations de solidarité où les migrants partagent des informations ou des denrées et font preuve d’attention envers quelqu’un de plus malade, plus fragile ou plus âgé. Mais on remarque aussi, même surtout, que la concurrence est féroce et la violence prégnante, comme le montre Serge Paugam à propos des “marginaux⁹”. Des bagarres éclatent fréquemment, les vols sont monnaie courante et certains individus cherchent même à décrédibiliser leurs compagnons d’infortune auprès des associations et structures sociales dans l’espoir d’obtenir à leur place les avantages dont ils y bénéficient.

L’effritement de l’identité

La vie au long cours dans des conditions de dénuement extrêmes, comme la vie à la rue, affecte au fur et à mesure l’individu au point d’altérer son identité. En effet, celui qui vit dans la rue n’est plus défini que par des expressions négatives faisant référence à ses manques : “sans-domicile”, “sans-abri”, “sans-papiers”... Certaines personnes adoptent alors une attitude de défi pour se protéger, comme l’expliquent David Snow et Leon Anderson : *“Les personnes stigmatisées présentent des comportements de défi, enfreignant ou remettant sciemment en question les conventions sociales et ce, de manière à rejeter les affronts moraux humiliants ou le ridicule, pour y parer¹⁰.”*

Parmi les migrants européens auxquels nous nous intéressons ici, ce type de stratégie prend une dimension particulière, notamment à cause de la barrière de la langue qui les empêche en grande partie de se faire comprendre.

Si l’on peut percevoir aisément la dimension de défi et l’agressivité de leur comportement, il est difficile d’appréhender le fond de leur pensée. Les individus sans-abri doivent également composer avec l’absence d’intimité et le fait d’être exposés au regard des passants à tout moment de la journée et de la nuit. *“Survivre au cœur de l’espace public, c’est donc occuper une place délicate, en première ligne, avec tous les risques que cela comporte, jusqu’à l’ultime oubli du regard de l’autre – comme cet homme, en plein centre de Paris, qui se déshabilla un jour et se retrouva nu au milieu des passants pour se laver à la fontaine publique¹¹.”* L’oubli de l’autre et de son regard sur soi correspond à une forme de protection de l’intimité, aussi ténue soit-elle. Lorsque l’autre n’existe plus, n’est plus perçu

Les parcours d’errance et de ruptures influent sur l’identité ontologique de l’individu et participent à sa fragilisation.

8. Cécile Brousse, Jean-Marie Firdion, Maryse Marpsat, *Les Sans-domicile*, Paris, La Découverte, 2008, p. 76.

9. Serge Paugam, *La Disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, PUF, 1997, p. 138.

10. Leon Anderson, David Snow, “L’exclusion sociale et le soi : une perspective d’interactionnisme symbolique”, in *Sociologie et sociétés*, vol. 33, n° 2, 2001, p. 13. 11. Pascale Pichon, *op. cit.*, p. 86.

comme tel, son regard et sa présence ne sont plus un danger pour la personne et son identité. Les parcours d'errance et de ruptures influent sur l'identité ontologique de l'individu et participent à sa fragilisation. Dans le cas d'Ewa, son identité s'est altérée au point qu'elle dit avoir oublié sa langue maternelle, elle ne parle plus que le jargon de la rue de Strasbourg, un mélange de polonais et de russe employé par les migrants originaires d'Europe de l'Est qui y vivent.

La santé sur le fil du rasoir

Même s'ils n'ont pas de droits sociaux sur le territoire français, les migrants européens peuvent bénéficier de l'aide médicale d'État et ont ainsi théoriquement accès aux soins. De plus, une permanence d'accès aux soins de santé (PASS) et un centre de soins géré par une organisation non gouvernementale permettent aux personnes sans couverture maladie de bénéficier de soins gratuits. Malgré ces dispositifs, les migrants européens vivant dans la rue présentent un état de santé généralement très dégradé. C'est également le cas des individus au parcours correspondant à celui de Luis. Bien qu'ils aient une couverture maladie (souvent de type CMU), ils rencontrent des difficultés similaires en terme d'accès effectif aux soins.

Si les migrants peuvent consulter relativement facilement un médecin, le suivi d'un traitement médicamenteux représente souvent une grande difficulté. Un premier tri s'effectue généralement à la pharmacie, car ils sont dans l'incapacité d'acheter les médicaments qui ne sont pas remboursés dans le cadre de leur dispositif de prise en charge médicale. Puis il leur est compliqué de conserver leur traitement dans de bonnes conditions, de le protéger du vol, voire de le prendre de manière régulière. Il en va de même pour les soins infirmiers. Il est évident que le simple renouvellement d'un pansement est une tâche délicate dans la rue.

La vie à la rue affecte également la perception du corps des individus, de ce qui est de l'ordre du normal et du pathologique. Ces personnes présentent souvent des symptômes pour lesquels une consultation médicale serait nécessaire d'un point de vue médical, mais elles n'en ressentent pas le besoin car elles ne les perçoivent pas comme tels : *“Les SDF ne reconnaissent souvent la réalité de la maladie qu'à partir du moment où celle-ci devient un handicap, c'est-à-dire lorsqu'elle les empêche de faire ce qu'ils jugent indispensable. Pour beaucoup, s'il n'y a pas de handicap, c'est qu'il n'y a pas de maladie¹².”* C'est notamment le cas de Luis et d'Ewa. Ion, quant à lui, refuse les soins psychiatriques vers lesquels l'orientent les associations, car il estime ne pas en avoir besoin.

L'inquiétude des associations

Préoccupés par les conditions de vie de ces hommes et de ces femmes à qui aucune aide ne peut être apportée, des travailleurs sociaux et des membres d'associations se sont réunis l'an passé afin de dresser un état des lieux de la situation et d'interpeller les autorités compétentes à leur sujet. Alors qu'ils pensaient dénombrer une vingtaine de personnes rencontrant ce type de difficultés, leur recensement compte 110 personnes, dont 87 ont plus de 41ans, l'âge maximal étant de 82 ans. Ces migrants présentent tous un isolement social important, des difficultés d'accès aux soins et un état de santé dégradé par un parcours tumultueux qui les amène à un vieillissement prématuré à la rue. Les chiffres ont certainement évolué depuis l'an dernier mais il y a fort à parier que le nombre de personnes et que leurs difficultés d'insertion et de santé sont restés sensiblement les mêmes, si la situation ne s'est pas encore aggravée.

Après avoir recueilli un certain nombre de données concernant leur accès aux soins, leurs conditions de vie et sociographiques, le groupe de travailleurs

12. Yann Benoist, “Vivre dans la rue et se soigner”, in *Sciences sociales et santé*, vol. 26, n° 3, septembre 2008, p. 21.

sociaux a présenté ses résultats au service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) du Bas-Rhin qui s'est dit intéressé par la problématique et soucieux des difficultés que rencontrent ces personnes. Cependant, à ce jour, les ébauches de solution proposées sont balbutiantes. Les capacités d'action des représentants des pouvoirs publics sont en effet très limitées par manque de moyens dédiés à l'aide aux personnes qui n'entrent pas dans les dispositifs de droit commun.

Pour conclure

La situation des migrants européens vieillissants dans les rues de Strasbourg révèle une facette déabusée des mouvements migratoires qui ne s'achèvent pas toujours dans de bonnes conditions. Ces hommes et ces femmes, déjà fragiles avant leur départ, sont, comme le dit Patrick Cingolani, *“tous déjà orphelins de quelque chose, une terre, une mère, des rêves, etc.”*¹³. Leurs conditions de vie en France sont une désillusion supplémentaire dans leur parcours d'errance et de ruptures.

Ils se retrouvent à Strasbourg dans une situation administrative floue et incohérente : ils n'ont pas le droit de rester sur le territoire français plus de trois mois s'ils n'ont pas de ressources suffisantes, mais rien ne permet de prouver leur durée de présence. De surcroît, c'est à partir du moment où leur situation irrégulière est effective qu'ils peuvent accéder à un droit social, celui de l'AME. Leur état de santé est souvent inquiétant et la majorité de ces personnes présentent une tri-morbidité, c'est-à-dire qu'elles souffrent à la fois d'une pathologie physique, psychiatrique et d'une addiction, les trois s'aggravant mutuellement et rendant parfois difficile la perception précise de ce qui cause leur souffrance. Le mode principal d'accès aux soins qu'elles utilisent est la consultation aux urgences hospitalières, qui n'apporte qu'une réponse immédiate et palliative à des problèmes de santé chroniques qui nécessiteraient un traitement à moyen ou long terme.

Les conditions de vie extrêmement précaires des migrants qui vivent dans les rues de Strasbourg ont des incidences importantes sur leur identité et *“ces individus sans statut et sans pouvoir, à qui l'on ne distribue que des secours d'urgence, risquent de se laisser enfermer dans un environnement et un cadre culturel à la limite de l'exclusion sociale”*¹⁴. Ils souffrent d'un manque considérable de reconnaissance sociale, au point d'être devenus quasiment invisibles aux yeux des passants mais aussi des institutions et des organisations d'aide sociale. Si nous avons choisi de nous concentrer ici sur les migrants ressortissants de la communauté européenne en raison de leur situation particulière, il est important de préciser qu'ils ne sont pas les seuls à faire l'expérience du vieillissement dans le dénuement. De nombreux migrants originaires du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne pour la plupart, mais aussi d'Europe de l'Est ou des Balkans, vivent dans des conditions similaires de pauvreté et de non-droit. ■

13. Cingolani Patrick, *op. cit.*, p. 124. 14. Paugam Serge, *op. cit.*, p. 154.